

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Gabon-RCA: Faustin Archange Touadéra attendu aujourd'hui à Libreville

J.K.M
Libreville/Gabon

Le chef de l'État centrafricain, Faustin Archange Touadéra, est attendu aujourd'hui à Libreville. Une visite qui témoigne de la solidité des relations entre le Gabon et la République centrafricaine (RCA), deux pays de la sous-région qui célèbreront dans quelques jours le 62e anniversaire de leur accession à l'indépendance.

En tout état de cause, le numéro un centrafricain devrait s'entretenir, au palais de la présidence de la République, avec son homologue, frère et ami Ali Bongo Ondimba. Nul doute qu'ils devraient, à cette occasion, explorer les voies et moyens de renforcer les liens d'amitié, les échanges économiques et commerciaux entre Libreville et Bangui. Deux capitales fermement engagées dans la lutte contre le réchauffement climatique, la protection de l'environnement, la lutte contre la criminalité transfrontalière, etc.

Dans tous les cas, ce ne sera pas le premier séjour du chef de l'État centrafricain en terre



Le chef de l'État centrafricain, Faustin Archange Touadéra, un ami du Gabon.

gabonaise. En mars 2018, on s'en souvient, il avait effectué une visite de travail et d'amitié dans notre pays. À l'issue de laquelle, il avait notamment remercié le président de la République pour le soutien et la solidarité du peuple gabonais à l'égard du peuple centrafricain, à travers la présence d'un contingent de militaires gabonais au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée pour la stabilisation en

RCA (Minusca). Quoi qu'il en soit, les relations entre le Gabon et la RCA sont excellentes. Elles sont sous-tendues par un certain nombre d'accords. Notamment l'accord général de coopération signé le 4 octobre 1976 à Libreville, et celui portant création de la grande Commission mixte de coopération paraphée le 14 octobre 1980 dans la capitale gabonaise.

Présidentielle 2023 : l'alternance politique comme leitmotiv au RPM

A.N
Libreville/Gabon

DIRE que le président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), Alexandre Barro Chambrier, ambitionne de mettre un terme à l'hégémonie du Parti démocratique gabonais (PDG) relève du truisme.

Le "Patriote en chef", récemment en périple dans la province de la Nyanga, dans le cadre de ses rencontres citoyennes, a, comme partout ailleurs, avoué de façon sibylline son intention de briguer la magistrature suprême. "L'espoir est encore permis, ne vous découragez pas. Le pouvoir est entre vos mains et le vote est le début de ce qui nous permettra de changer la donne. Le moment venu, des consignes vous seront données pour définitivement mettre un terme au règne de ce pouvoir", a-t-il lancé.

Il est cependant d'avis qu'un préalable, à savoir le toilettage de l'architecture juridique inhé-

rente à l'organisation des élections générales, particulièrement la présidentielle, s'impose. Non sans déclarer que cette exigence est contenue dans le mémorandum déposé par une frange de l'opposition auprès des gouvernants. Avant d'inviter les populations nyonoises à défendre bec et ongles leurs convictions. "Il vous appartient de désigner celui qui vous représentera en 2023", a-t-il ajouté.

Dans la foulée, Barro Chambrier s'est fait le chantre de la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels, sans préciser si le septennat serait maintenu ou si on reviendrait au quinquennat. Droit dans ses bottes, ce dernier n'a pas caché sa volonté d'œuvrer corps et âme à la séparation des pouvoirs. Objectif : garantir l'équité.

Comme lors des précédentes étapes, l'ancien député (PDG) du 4e arrondissement de Libreville a échangé avec les populations sur leurs conditions de vie de plus en plus précaires.



Le leader du RPM, Alexandre Barro Chambrier, en pleine causerie dans un village de Mongo.

Tribune des partis politiques Réconciliation conditionnée

SANS doute que nombreux ont été surpris par l'évènement. Tant nombre d'observateurs et autres analystes de la vie politique gabonaise avaient perdu de vue la trace de cette formation politique de l'opposition membre de la Coalition pour la nouvelle République (CNR) de Jean Ping. D'aucuns avaient fini par penser que ledit parti politique était mort comme plusieurs autres de la même galaxie que lui. C'était mal connaître son président, une personnalité ayant marqué une longue période de l'histoire politique de notre pays. pour avoir occupé de très hautes fonctions. Il s'agit de Jean-François Ntoutoume Emame, ancien Premier de feu Omar Bongo Ondimba, avec son parti le Rassemblement des patriotes républicains (RPR). Ce dernier a inauguré le siège à Libreville de sa chapelle politique. Un joyau situé sur ses terres dans le 5e arrondissement de la capitale... L'évènement a été marqué par l'allocation circonstancielle de son président. On sait l'amour de l'homme

pour le verbe et les formules grandiloquentes. Comme on pouvait s'y attendre, il a saisi l'occasion pour adresser une critique acerbe de l'actuelle gouvernance du pays, et dénoncer "un système antipatriotique, un système de prédation et de spoliations systématiques des ressources du pays, et de gestion mafieuse des finances publiques au profit de quelques personnes". Des actes qui selon lui ne peuvent être posés que par "ceux qui ne se sentent pas liés à notre pays, ni charnellement, ni spirituellement"... Ses contempteurs apprécieront.

Toutefois, l'ancien inspirateur du PDG a, malgré tout, évoqué la "réconciliation", emboitant le pas à plusieurs autres acteurs politiques gabonais qui, depuis plusieurs années, appellent au dialogue en vue d'une réconciliation. "Le temps de la réconciliation nationale est peut-être venu, a dit Jean-François Ntoutoume Emame. Mais une réconciliation nationale sur des bases crédibles". Le président

du RPR estime que cette réconciliation doit "d'abord" être précédée par un retour à "la source de la grande sagesse des pères de l'Indépendance du Gabon". Et de citer entre autres : Léon Mba, Jean-Hilaire Aubame, Paul Gondjout, Damas Aleka, Eugène Marcel Amogho, Louis Bigman, René-Paul Sousatte, etc.

Autant de personnalités dont il a magnifié "la pudeur, la sobriété, l'esprit républicain..." Et d'ajouter : "Pour eux, l'intérêt général, la primauté de la Nation partout, sur tous les plans et en toutes circonstances, tout le sens donné au slogan Gabon d'abord de Léon Mba".

Cette sortie suscite quelques interrogations. L'idée de la réconciliation nationale est-elle désormais à l'ordre du jour au niveau de la CNR ? Comment le camp du pouvoir analyse-t-il l'"offre" de Jean-François Ntoutoume Emame ?

ONDOUBA'NTSIBAH